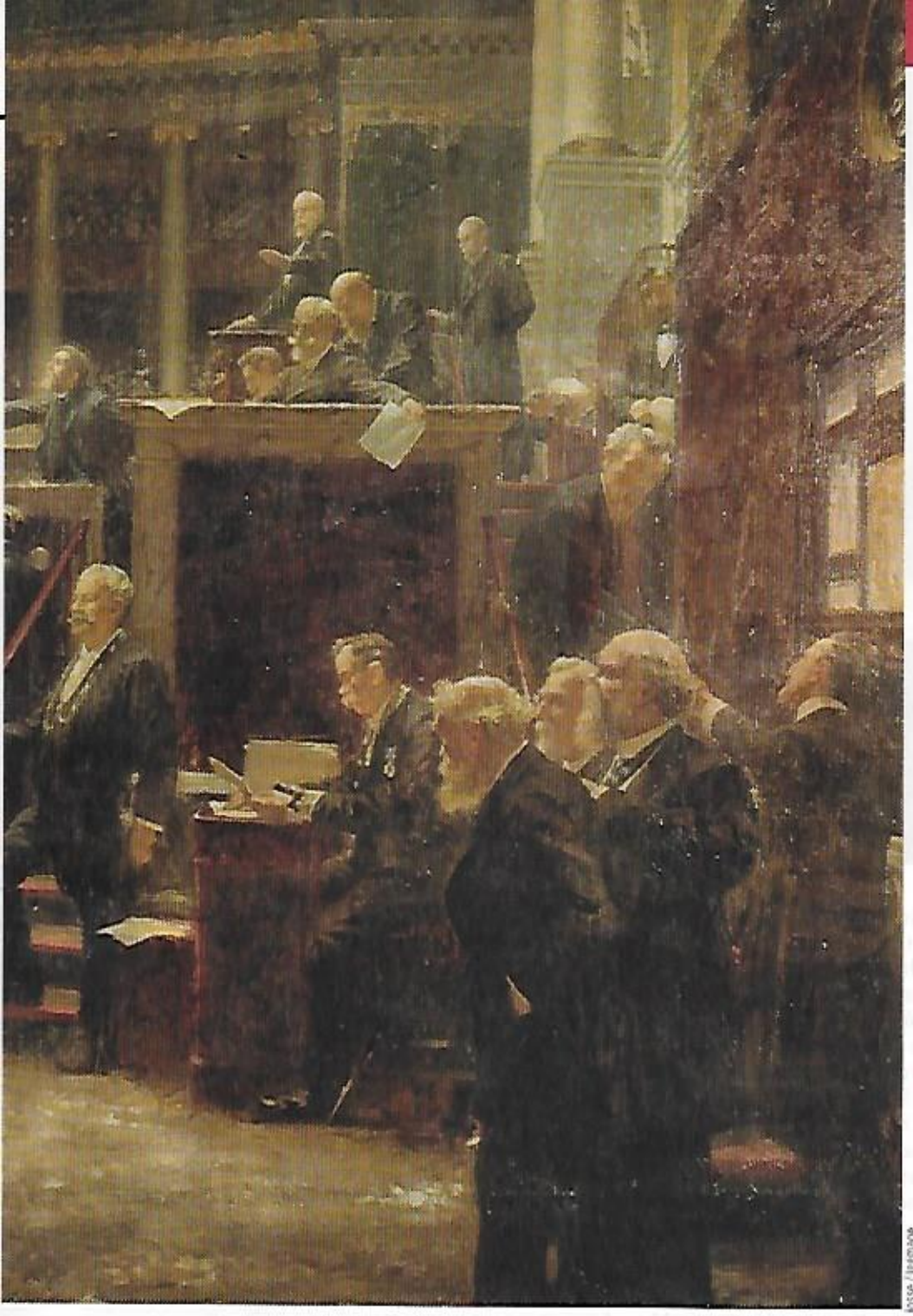


CLEMENCEAU – JAURÈS

DÉJÀ LA GUERRE DES DEUX GAUCHES



JOUTES RÉPUBLICAINES
Séance à la Chambre des députés, le 18 juillet 1907 : Georges Clemenceau répond à Jean Jaurès à la tribune. Peinture de René Achille Rousseau-Decelle, 1907.

josse / leemage

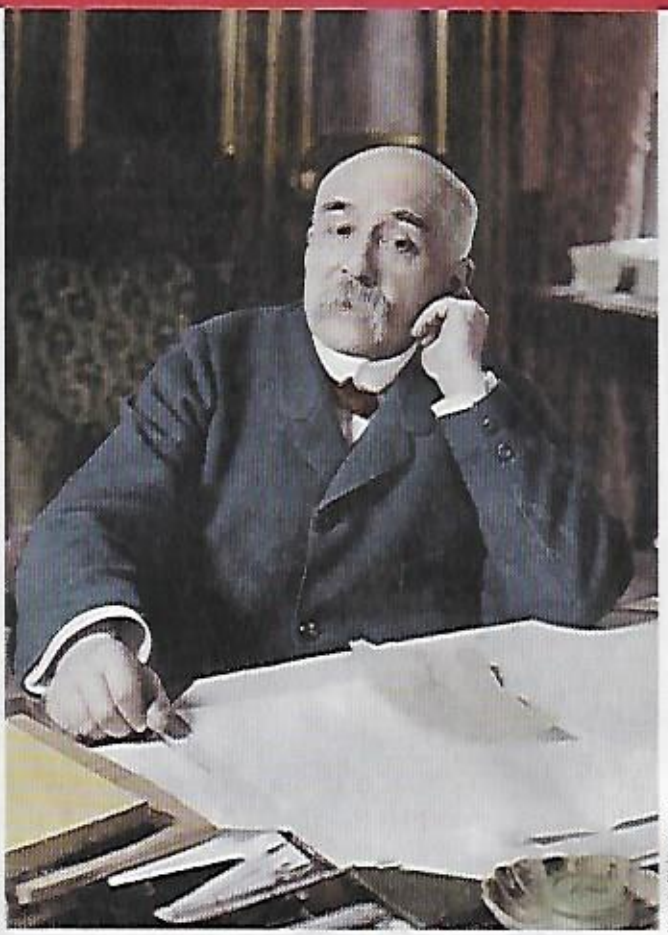
Au cœur de la rivalité entre le Tigre et le fondateur de la SFIO, **le réel contre l'idéal, le pragmatisme contre l'utopie.** Deux conceptions du socialisme qui perdurent.

PAR JEAN GARRIGUES*

Monsieur Jaurès parle de très haut, absorbé dans son fastueux mirage ; mais moi, dans la plaine, je laboure un sol ingrat qui me refuse la moisson. [...] *Sans doute me dominez-vous de vos conceptions socialistes. Vous avez le pouvoir magique d'évoquer, de votre baguette, des palais de féerie. Moi, je suis l'artisan modeste des cathédrales, qui apporte obscurément sa pierre à l'édifice auguste qu'il ne verra jamais. J'ai l'air de rabaisser mon rôle ; dans ma pensée, je le grandis. Au premier souffle de la réalité, le palais de féerie s'envole et s'évanouit en brouillard, tandis qu'un jour la cathédrale républicaine lancera sa flèche dans les cieux.* » C'est en ces termes que Georges Clemenceau, ministre de l'Intérieur du gouvernement Sarrien, répondit, le 18 juin 1906, aux attaques de Jean Jaurès, à l'occasion d'un débat parlementaire de plusieurs jours, qui fit date dans l'histoire de la gauche française. C'était en effet le débat majeur entre l'idéal et le pragmatisme, entre la gauche du rêve et celle de la gouvernance, qui était ainsi posé. Porté par deux >



collection sirot angel / leemage


bianchetti / leemage

UNE TRAHISON POUR CERTAINS
Aux yeux du monde ouvrier français, Jaurès était le rassembleur et le guide, tandis que Clemenceau, l'ancien "tombeur des ministères", était devenu un "briseur de grèves".

> figures exceptionnelles, qui surplombaient la vie politique de leur temps, cet enjeu essentiel n'a cessé de hanter la gauche française depuis la Belle Epoque.

Dans son interpellation du 12 juin 1906, Jaurès s'était posé en défenseur de la classe ouvrière, reprochant au ministre de mener une *« politique de répression, une politique de refoulement »*. Il avait rappelé que les socialistes réclamaient pour le peuple la journée de huit heures, *« l'acte civilisateur en même temps que l'acte émancipateur »*, la protection sociale contre tous les risques de la vie, l'impôt progressif sur le revenu ainsi qu'une augmentation des salaires, indispensable pour faire sortir les travailleurs de la misère. Il s'en était pris violemment à Clemenceau, *« le critique d'hier »*, l'ancien leader de l'extrême gauche parlementaire devenu l'adversaire des grévistes. Il lui avait rappelé que leur but commun devait être de *« réaliser la République économique et sociale »* comme ils avaient *« réalisé ensemble la République politique »*, aboutissement de la Révolution française, *« cette grande révolution dont vous êtes le descendant par la chair et par l'esprit »*. Enfin, dans sa péroraison, il lui avait reproché de trahir les républicains en leur apportant *« des phrases enveloppées, des solutions incomplètes, une politique hésitante »*, c'est-à-dire en se montrant *« au-dessous du suffrage universel »*. L'attaque était rude, d'autant qu'elle émanait du plus grand orateur de son temps, et qui plus est de l'homme qui avait su rassembler les socialistes au sein de la SFIO, un an plus tôt. Aux yeux du monde ouvrier français, Jaurès était le rassembleur et le guide, tandis que Clemenceau, l'ancien *« tombeur des ministères »*, était devenu un *« briseur de grèves »*.

"M. JAURÈS EÛT-IL L'HEUREUSE FORTUNE D'ÊTRE EN POSSESSION DE LA VÉRITÉ ABSOLUE, IL NE PEUT FAIRE LE BONHEUR DE L'HUMANITÉ QU'AVEC SON CONSENTEMENT."

Côte à côte dans la grève des mineurs

L'affrontement était-il inévitable entre ces deux figures majeures de la gauche républicaine ? Quatorze ans plus tôt, ils étaient pourtant côte à côte pour défendre la grande grève des mineurs de Carmaux, à la suite du licenciement de Jean-Baptiste Calvignac, leader syndical et socialiste, qui venait d'être élu maire de la ville. C'est d'ailleurs à l'occasion de ce combat social que Jaurès, jusqu'alors plutôt identifié à la République dite « opportuniste », lui qui avait siégé à la Chambre comme député modéré de 1885 à 1889, s'était véritablement converti au socialisme. Désigné comme candidat puis élu par les ouvriers du bassin de Carmaux, il était revenu au Palais-Bourbon à partir de janvier 1893 sous l'étiquette de socialiste

indépendant. A la tribune, le 21 novembre 1893, il exposait les principes de son engagement, *« parce que le socialisme proclame que la République politique doit aboutir à la République sociale »*. D'article en article dans *la Dépêche du Midi*, de conférence en conférence, il s'était affirmé comme le théoricien du « socialisme collectiviste » et comme le meilleur défenseur du monde ouvrier.

Sur ce front de la lutte sociale, les positions de Clemenceau à cette époque n'étaient d'ailleurs pas très éloignées, lui qui annonçait à la Chambre des députés, le 8 mai 1891, quelques jours après la fusillade de Fourmies, l'avènement du *« monde des travailleurs »*, *« une force naturelle et redoutable »*, *« le quatrième Etat* [...] *à la conquête du pouvoir »*.

Unis pour défendre Dreyfus

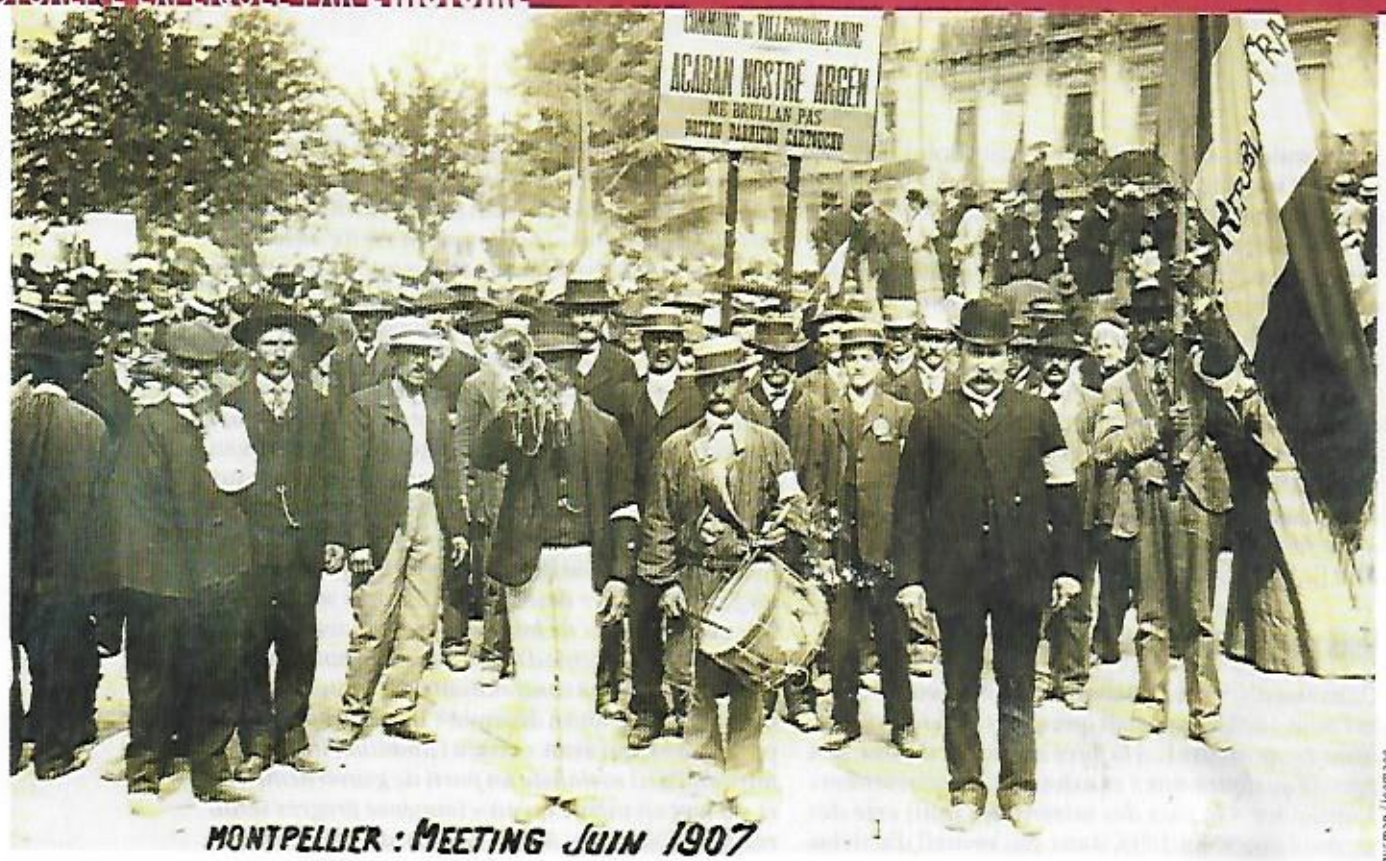
Dans son discours de Salernes aux électeurs du Var, le 7 août 1893, il rappelait que *« tout l'effort du socialisme est de mettre* [...] *la force au service de tous, non plus de quelques-uns »* et exhortait les gouvernants à entendre *« la voix des misérables* [qui] *crie des profondeurs »*. En 1895, dans son recueil d'articles intitulé *la Mêlée sociale*, il décrivait *« le socialisme »* comme *« la bonté sociale en action »*, *« l'intervention de tous au profit de la victime de la vitalité meurtrière de quelques-uns »*. Sur ce terrain commun de la défense des misérables, des déclassés, des opprimés, le tribun socialiste et le chef radical se retrouvaient unis face à la république bourgeoise. De même se rassemblèrent-ils pour le grand combat de la fin du siècle, unis au nom de la justice pour la défense du capitaine Dreyfus, victime de l'institution militaire et de l'aveuglement coupable des modérés au pouvoir. Le fameux « J'accuse » d'Emile Zola fut publié le 13 janvier 1898 en une du journal *l'Aurore*, dirigé par Georges Clemenceau, qui avait d'ailleurs trouvé le titre percutant de l'article. Bravant les foudres de nombreux camarades socialistes, qui se refusaient à défendre le bourgeois Dreyfus, Jaurès choisit de soutenir le grand écrivain lancé dans la bataille. Et Clemenceau salua dans *l'Aurore* du 18 janvier l'engagement de Jaurès, au premier rang des *« intellectuels »* du camp dreyfusard.

Mais si l'affaire Dreyfus avait réuni ces deux grands républicains sur le socle de leurs valeurs communes, un fossé les séparait sur la question du collectivisme, autour de la notion de liberté. Aux yeux de Clemenceau, héritier de la Révolution française, c'était la valeur absolue et ultime, l'alpha et l'oméga de l'émancipation sociale. Il l'avait dit à ses contradicteurs socialistes, le 11 avril 1880, lors d'un meeting au cirque Fernando : *« Je suis pour la liberté intégrale et je ne consentirai jamais à entrer dans les couvents et les casernes que vous entendez nous préparer. Le citoyen qui me questionne a dit qu'il n'y avait pas que des jésuites noirs. Il a raison : il y a aussi des jésuites rouges. »* L'idée d'un quelconque embrigadement dans l'Eglise socialiste le révulsait, de même que le projet collectiviste lui-même. *« M. Jaurès eût-il l'heureuse fortune d'être en possession de la vérité absolue, il ne peut faire le bonheur de l'humanité qu'avec son consentement »*, écrivait-il dans *la Mêlée sociale. Il faut donc la convaincre d'abord. Il s'y essaye bravement, avec un entrain, une bonne foi qui l'honore.* [...] *Eh bien, je le dis franchement, il n'a pas fait la lumière dans mon esprit. J'en conclus que nous sommes loin du compte. »* Cet éternel rebelle qu'était Clemenceau ne pouvait se résoudre à adhérer aveuglément aux dogmes marxistes : *« Le Parti socialiste*, écrivait-il en 1901, *hanté par le besoin atavique de mettre une récompense au bout de chaque effort, s'offre peut-être un peu vite à faire descendre le paradis sur la terre. Des changements de lois ne sauraient accomplir ce miracle, toute réforme d'organisation n'ayant de valeur que par la réforme concomitante des individus organisés. »* S'il écrivait en décembre 1901 son admiration pour Jaurès, qui avait *« conçu l'ambition légitime de faire du Parti socialiste un parti de gouvernement »*, et s'il jugeait même qu'un *« immense progrès serait réalisé si l'éloquent leader réussissait dans sa haute entreprise »*, s'il exprimait au Sénat en 1903 son *« respect »* pour le Parti socialiste *« parce que ses revendications de justice sont nobles et qu'aucun homme ne peut s'en désintéresser »*, il n'y voyait néanmoins qu'une *« prophétie intéressante »* mais sans avenir politique. Le socialisme lui apparaissait comme >



caricadoc / leemage

JAURÈS, BATELEUR POUR *L'HUMANITÉ*
Caricature signée Radiguet, parue dans *l'Assiette au beurre*, le 15 novembre 1906.



MONTPELLIER : MEETING JUIN 1907

guzman / leemage

> détaché du réel et, surtout, de l'humain, alors qu'à ses yeux *« le progrès ne pouvait pas résider dans une abstraction »* parce que *« c'est l'homme qui est la mesure des progrès accomplis »*.

Le Tigre envoie l'armée contre les grévistes

Il était inévitable que ce désaccord philosophique majeur sur la nature du processus de l'émancipation sociale se transformât en affrontement politique virulent, dès lors que Georges Clemenceau eut accepté, en mars 1906, le portefeuille de l'Intérieur dans le gouvernement dirigé par le radical Sarrien, devenant de facto « le premier flic de France », l'adversaire du mouvement social. Confronté à la grève qui fit suite à la catastrophe de Courrières, où plus de 1 000 mineurs avaient péri, il refusa pourtant d'envoyer la troupe de façon préventive, comme c'était l'usage avant lui. Le 17 mars, il se rendit à Lens pour déclarer aux ouvriers que leur droit de grève serait respecté, mais il finit par envoyer 20 000 soldats trois jours plus tard. A l'approche du 1er mai 1906, il en fit venir 45 000 autres à Paris, ce qui provoqua l'indignation de la presse socialiste. C'est dans ce contexte tendu que se déroula la joute parlementaire évoquée plus haut, et qui allait marquer l'histoire de la gauche en France. Ce fut l'occasion pour Clemenceau de s'opposer au socialisme jaurésien : *« Vous prétendez fabriquer directement l'avenir ; nous fabriquons, nous, l'homme qui fabriquera l'avenir et nous accomplissons ainsi un prodige beaucoup plus grand que le vôtre. [...] C'est notre idéal à nous, magnifier l'homme, la réalité plutôt que le rêve, tandis que vous vous enfermez, et tout l'homme avec vous, dans l'étroit domaine d'un absolutisme collectif anonyme. »*

"GUERRE CIVILE"
C'est en ces termes que Jean Jaurès dénonce la politique répressive menée par Georges Clemenceau contre la grève des vignerons du Midi, en 1907. Vingt-deux régiments d'infanterie et 12 régiments de cavalerie auront été mobilisés pour mater la révolte, causant plusieurs morts et des dizaines de blessés.

Dès lors, le divorce était consommé entre *« le briseur de grèves »* et le défenseur du mouvement social.

En mai 1907, ce fut un discours retentissant de Jaurès contre ses anciens amis socialistes René Viviani et Aristide Briand, devenus ministres dans le gouvernement dirigé par Clemenceau. Au mois de juin de la même année, il accusa ce dernier de mener une politique de *« guerre civile »* contre les viticulteurs du Midi en révolte. En avril 1908, il critiqua *« l'ajournement constant des réformes prévues par le programme gouvernemental »* de Clemenceau. Il faut pourtant dire que ce dernier avait lancé un chantier de réformes sociales sans précédent depuis les débuts de la IIIe République, appuyé sur la création d'un ministère du Travail confié au socialiste René Viviani, et prévoyant notamment une loi sur les retraites ouvrières, une autre limitant à dix heures la journée de travail, l'amélioration du statut syndical, le contrôle de la sécurité dans les mines, ainsi que la création tant attendue de l'impôt sur le revenu, portée par le ministre des Finances, Joseph Caillaux. Mais l'image de « premier flic de France » collait tellement à la peau de Clemenceau que Jaurès et ses amis socialistes ne voulaient voir en lui qu'un ennemi juré de la classe ouvrière. C'est ainsi qu'une nouvelle joute parlementaire les opposa le 25 juin 1909, donnant l'occasion au tribun socialiste de dérouler une vaste fresque remontant à la Révolution française, où il expliquait que le mouvement socialiste était le véritable héritier de l'esprit républicain. Et ce fut l'un des coups de boutoir qui firent chuter Clemenceau, le 20 juillet, au terme d'une législature décrite par Jaurès comme un *« désert de sable, une étendue plate de stérilité et d'ennui »*.

Leur dernier combat fut, en 1913, celui de la loi des trois ans, un projet du conservateur Poincaré soutenu par Clemenceau, au nom du salut de la nation, alors que Jaurès le combattait au contraire avec virulence, en tant que chef de file du pacifisme, mais aussi parce que ce projet allait fabriquer à ses yeux une armée de caserne, à l'opposé de l'*« armée nouvelle »*, issue du peuple, qu'il appelait de ses vœux. Mais quand arriva le drame du 31 juillet 1914, Jaurès succombant sous les balles de l'exalté Raoul Villain, chauffé à blanc par les attaques immondes de *l'Action française* contre le traître pacifiste, c'est le patriotisme revanchard de Clemenceau qui prit l'avantage, et les socialistes se rallièrent comme un seul homme à l'union sacrée demandée par Poincaré.

"Une fumée de guerre civile"

« Le Père la Victoire », adulé au lendemain du 11 novembre 1918, sera resté jusqu'à sa mort la cible des socialistes. Ils ne lui seront même pas reconnaissants d'avoir fait voter, en mars 1919, la première loi sur les conventions collectives, puis quelques jours plus tard la loi sur les huit heures de travail quotidien. Il restera à leurs yeux le briseur de grèves, celui qui fait une nouvelle fois intervenir la troupe face aux manifestants du 1er mai 1919, au prix d'un triste bilan de deux morts et 700 blessés. Jusqu'à sa mort, il restera un ennemi pour les chefs du mouvement ouvrier. Lui dira au contraire son respect pour Jaurès, au moment du transfert des cendres de son ancien adversaire socialiste au Panthéon, le 23 novembre 1924 : *« Jaurès était un patriote et j'ai toujours pensé qu'il nous a manqué pendant la guerre. »* Ce qui ne l'empêchera pas, au soir de sa vie, d'exprimer un jugement moins élogieux auprès de son confident Jean Martet : *« Jaurès avait un énorme talent. Mais c'était un homme dans lequel il y avait quelque chose de méchant. [...] Derrière l'humanité et l'humanitarisme de Jaurès, il y avait toujours quelque chose d'hostile et de menaçant. Derrière ses tableaux idylliques, on sentait flotter une fumée de guerre civile. Il n'avait rien de ce que confère l'amour vrai de l'humanité : ni le sourire, ni l'indulgence, ni cette espèce de doute, de scepticisme, rien. L'humanité était pour Jaurès le nombre, la foule, la force. Il se battait pour le parti qui serait fatalement vainqueur. »*

Faut-il prendre au pied de la lettre ce jugement sans indulgence, émanant d'un Tigre à la dent dure et aux griffes acérées ? Mieux vaut, nous semble-t-il, en retenir la divergence philosophique soulignée par Clemenceau, méfiant à l'égard de tout système, si égalitaire soit-il, et revenant toujours à la liberté individuelle comme seule boussole du processus d'émancipation sociale. *« Ce qu'il y a de plus puissant dans le socialisme,* disait-il dans son fameux discours du 19 juin 1906, *c'est la vertu du mot qui fait luire aux yeux des déshérités l'espérance de la réparation justement attendue. Cela permet de les grouper, de les émouvoir en masse.* [...] *Mais un homme n'a pas besoin d'être groupé pour être un homme. L'individu saura réformer de lui-même le cadre qui lui convient sans s'inquiéter de vos prophéties.* [...] *Il y a longtemps que j'ai choisi : contre vous et pour le juste et libre développement de l'individu. Voilà le programme que j'oppose à votre collectivisme. »* Ne voyons pas dans cette profession de foi une apologie béate du libéralisme républicain. Clemenceau n'ignorait pas que le progrès social était le fruit du combat mené contre les élites bourgeoises. Mais il pensait que la libération des opprimés ne viendrait *« pas seulement d'une école, d'un groupe politique, d'un homme d'Etat »* et qu'ils la devraient, *« avant tout, pour leur dignité, à eux-mêmes »*.

Et l'on voit bien ici que le débat qui opposa Jaurès et Clemenceau pendant plusieurs décennies dépassait de loin la compétition entre deux chefs de la gauche. C'est un débat éternel qui met en jeu non seulement l'humanisme radical et le matérialisme marxiste, l'idéalité et l'exercice du pouvoir, mais aussi et surtout la place de l'individu dans le projet politique et dans le système social qu'il peut engendrer. Cent ans après Clemenceau et Jaurès, c'est une question centrale qui n'a pas fini de nous agiter. ■ **J.G.**

* Auteur, notamment, des *Hommes providentiels, histoire d'une fascination française* (Le Seuil) et du *Monde selon Clemenceau*, (Tallandier).



UN DESSIN VACHE CONTRE LE TIGRE Celui qui s'était lui-même surnommé "le premier flic de France" apparaît ici affublé d'un surnom moins flatteur. Caricature parue dans *le Rire* du 25 décembre 1906.

POURQUOI ON EN PARLE ?

MACRON-MÉLENCHON, LE SOCIAL-LIBÉRAL CONTRE L'INSOUMIS RADICAL

« Deux gauches irréconciliables. » Le constat émane de l'ancien Premier ministre Manuel Valls. Il découle d'un quinquennat au cours duquel la gauche n'aura cessé de se déchirer. Et il a plané sur l'ensemble de la campagne présidentielle d'un camp qui s'est présenté aux électeurs en ordre dispersé. Au-delà même du traditionnel affrontement entre réforme et révolution, Jean-Luc Mélenchon s'est fait porte-parole d'une gauche radicale rassemblée sous la bannière de La France insoumise et a récolté l'excellent score de 19 % des voix. Candidat du PS, Benoît Hamon a délaissé la tradition sociale-démocrate pour se faire précurseur d'une sorte de social-écologie. Et Emmanuel Macron a achevé de brouiller les cartes du réformisme en plaçant son social-libéralisme tempéré sous les auspices du slogan centriste. « Et de droite, et de gauche ». C'est bien la tension permanente entre le réel et l'utopie, entre le possible et le souhaitable, entre le pragmatisme et l'idéal qui est à l'origine d'un clivage qui continue de fracturer la gauche en 2017 comme il opposait déjà Georges Clemenceau à Jean Jaurès il y a plus d'un siècle. ■ **RENAUD DÉLY**